



**RAPPORT DU COMMISSAIRE GENERAL DE L'OFFICE DE SECOURS
ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE
PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

Additif

1. Le présent additif au rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à l'Assemblée générale 1/ présente des renseignements sur le bilan financier de 1989, une évaluation de la situation financière en 1990 et le budget de l'Office pour 1991 qui, une fois ajusté et définitivement mis au point en tant que budget de fonctionnement, sera approuvé par le Commissaire général aux fins de l'ouverture des crédits pour 1991.

2. Une aide est aussi accordée directement aux réfugiés de Palestine par les gouvernements dans la zone d'activité de l'Office. On trouvera à l'annexe I les éléments d'information fournis à ce sujet par les gouvernements concernés.

I. BILAN FINANCIER DE 1989

3. En 1989, les recettes de l'Office au titre du Fonds général se sont élevées à 210,9 millions de dollars. Sur ce montant, l'Office a réaffecté 7,7 millions de dollars pour financer en partie les programmes de secours d'urgence au Liban et dans les territoires occupés, et 1,4 million de dollars à des fonds relatifs à des projets principalement destinés à financer la construction urgente d'écoles en Jordanie. Il est donc resté au Fonds général des recettes nettes de 201,8 millions de dollars. Ces recettes ayant été intégralement dépensées en 1989, le fonds de roulement de l'Office n'a pas augmenté au cours de l'année. La réserve qu'il constitue se chiffre actuellement à 28,9 millions de dollars, ce qui est jugé insuffisant compte tenu de l'ampleur des activités toujours croissantes de l'Office et des modalités de son financement. La situation financière de l'Office doit encore être renforcée.

4. Un montant de 12,6 millions de dollars avait été prévu pour 1989 afin de financer les travaux de construction et les projets spéciaux (à l'exclusion des dépenses d'appui aux programmes). Sur ces prévisions de dépenses, 1,7 million de dollars ont été financés à l'aide de contributions spéciales et 1,3 million de dollars grâce au Fonds général. A la fin de 1989, le déficit de financement de ce poste s'élevait donc à 9,6 millions de dollars.

II. SITUATION FINANCIERE EN 1990

5. Le projet de budget consolidé que l'Office a présenté à l'Assemblée générale pour 1990 se chiffrait à 242,3 millions de dollars (208,3 millions de dollars pour le Fonds général, 19,0 millions de dollars pour le financement des activités en cours et 15,0 millions de dollars pour le financement de travaux de construction et de projets spéciaux). Ramené à 230,6 millions de dollars par suite de l'insuffisance des annonces de contributions, le budget a été approuvé par le

Commissaire général en décembre 1989. En mai 1990, celui-ci en a rétabli le montant à 242,3 millions de dollars en raison d'une amélioration sensible des recettes de l'Office.

6. Au moment où le présent rapport a été élaboré, l'Office estimait que le total de ses recettes suffirait à couvrir les dépenses au titre du Fonds général et des activités en cours; en revanche, le chapitre concernant les travaux de construction et les projets spéciaux n'a été financé par des dons extérieurs qu'à concurrence de 2,5 millions de dollars. En raison de l'insuffisance du financement extérieur, il a fallu financer des travaux de construction essentiels en prélevant un montant de 5,8 millions de dollars sur les ressources internes, ce qui laisse un déficit de financement de 6,7 millions de dollars (voir à l'annexe II le total des contributions annoncées par rapport au budget global). Ce manque à recevoir au titre des travaux de construction et des projets spéciaux obligera à différer l'exécution de travaux très nécessaires de construction et de rénovation de bâtiments scolaires, d'installations sanitaires et d'autres installations destinées aux programmes sociaux et de secours tant que l'Office ne disposera pas de fonds supplémentaires. Les dépenses de fonctionnement seront donc supérieures à ce qu'elles devraient être normalement.

III. OPERATIONS DE SECOURS D'URGENCE

7. Outre les activités ordinaires financées grâce à son budget, l'Office a continué en 1989 de gérer des budgets supplémentaires destinés à financer les opérations de secours d'urgence au Liban, sur la Rive occidentale et à Gaza. Ces budgets ont été regroupés en 1990 pour constituer un seul budget supplémentaire intitulé Fonds pour les mesures spéciales en faveur du Liban et des territoires occupés. Les dépenses totales consenties en 1989 au titre de ces activités se sont élevées à 34,4 millions de dollars. Le budget des opérations d'urgence "basiques" pour 1990, qui s'élève à 35,2 millions de dollars, comprend des activités pour lesquelles l'Office de recherche activement un financement spécial. L'Office a en outre reçu 3,6 millions de dollars provenant de donateurs extérieurs pour des activités et des achats de marchandises qui ne font pas partie du programme "basique" mais pour lesquelles des allocations avaient également été faites. Toutefois, en raison du manque de fonds pour ce programme "basique", l'Office risque de se trouver dans l'impossibilité de maintenir au niveau actuel cette activité très importante (voir par. 13).

8. L'Office gère également un second budget supplémentaire, le Programme élargi d'assistance, destiné à financer plusieurs projets d'amélioration des équipements collectifs dans les camps de réfugiés sur la Rive occidentale et à Gaza. Il s'est fixé un objectif total de 65 millions de dollars pour les dons destinés à ce programme; à ce jour, un total de 30,1 millions de dollars lui a été annoncé par divers donateurs. Bien que les nouvelles annonces de dons arrivent beaucoup plus lentement, plusieurs projets sont financés et leur exécution se poursuivra en 1991.

IV. HOPITAL DE GAZA

9. Indépendamment du budget ordinaire et des opérations de secours d'urgence, l'Office procède actuellement à une collecte de fonds et à l'établissement de plans préliminaires pour la construction d'un hôpital général dans la bande de Gaza.

Toutefois, en raison du climat international actuel, la collecte destinée à cette installation fort nécessaire se révèle difficile. L'Office a donc dû ralentir le rythme d'exécution du projet, qui risque d'être entièrement remis en question si les difficultés de collecte persistent. Le coût total de ce projet est de 35 millions de dollars, dont 20 millions pour la construction et le matériel et 15 millions pour les dépenses d'exploitation des trois premières années.

V. PLAN A MOYEN TERME

10. Le plan à moyen terme (cinquième révision annuelle) porte sur les programmes, les activités opérationnelles et les prévisions financières de l'Office pour la période 1991-1993, une importance particulière étant accordée aux trois programmes de fond : enseignement, santé et services sociaux et de secours. Y sont définis des objectifs à long terme et des objectifs spécifiques plus rapprochés, des stratégies et des priorités en matière de programmes, des plafonds budgétaires et des orientations de gestion, qui doivent permettre à l'Office de s'acquitter de son mandat au cours des prochaines années. Le plan à moyen terme a servi à définir les grandes orientations qui ont été retenues aux fins de l'établissement du budget pour 1991.

VI. PROJET DE BUDGET POUR 1991

11. Suivant la pratique adoptée en 1985, le projet de budget pour 1991 a été présenté au cours de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale dans le présent additif au rapport du Commissaire général. Il comprend trois chapitres : a) fonds général, b) financement des activités en cours et c) travaux de construction et projets spéciaux.

A. Renseignements généraux

12. Le budget ordinaire de l'Office pour 1991 tel qu'il apparaît dans le présent document totalise 254,6 millions de dollars, soit une augmentation de 5 % par rapport au budget de 242,3 millions de dollars approuvé pour 1990. Le pourcentage correspondant pour la partie des ressources en espèces est de 5,4 %, tandis que les apports en nature, qui représentent un neuvième du budget total, ont augmenté de 2,1 %.

13. L'Office cherche en outre activement des fonds spéciaux pour pouvoir maintenir sensiblement au même niveau qu'en 1990 ses opérations de secours d'urgence au titre des mesures spéciales en faveur du Liban et des territoires occupés. Cela signifie qu'il doit trouver environ 35 millions de dollars en sus du budget ordinaire de 254,6 millions de dollars pour 1991. L'Office n'a pas de ressources propres pour poursuivre cette opération. A moins que des contributions spéciales n'arrivent très rapidement, il se verra donc contraint de réduire sensiblement ces opérations de secours d'urgence en 1991. Si tel était malheureusement le cas, il s'efforcerait néanmoins de poursuivre les activités les plus importantes en les intégrant au budget ordinaire, qui serait inévitablement réduit d'autant. Comme la répartition précise de ces réductions n'a pas encore été définie, elles n'apparaissent pas ici. Il faudra prendre une décision définitive sur ce point au début de décembre 1990 lorsqu'on en saura davantage sur les recettes de l'Office pour 1991 et avant de mettre la dernière main au budget opérationnel de l'Office pour 1991.

B. Fonds général

14. Le budget du Fonds général représente les ressources minimales dont l'Office a besoin pour exécuter ses grands programmes (enseignement, santé et services sociaux et de secours) et entretenir ses installations. Les dépenses renouvelables qu'entraîne l'exécution de ces programmes comprennent les dépenses de personnel et d'autres objets de dépenses (fournitures consommables, transports, services contractuels, dons et subventions). Chacun de ces grands programmes est exposé de façon plus détaillée dans les sections qui suivent.

15. Pour 1991, les prévisions budgétaires du Fonds général s'élèvent à 226,4 millions de dollars, dont 206,3 millions de dollars au titre des ressources en espèces et 20,1 millions de dollars au titre des apports en nature (produits alimentaires et services). Ce chiffre représente une augmentation de 18,2 millions de dollars (8,7 %) par rapport au budget approuvé pour le Fonds général en 1990 (voir tableau 1, sect. A). Cette augmentation comprend toutefois 2,6 millions de dollars correspondant au coût des postes permanents du programme de nutrition et d'alimentation d'appoint qui ont été transférés des activités en cours en attendant d'être supprimés (voir par. 16). En outre, des fonds d'un montant de 3,1 millions de dollars destinés à l'achat de fournitures pour répondre aux besoins de stockage figurent pour la première fois au budget des services opérationnels.

C. Financement des activités en cours

16. En 1990, les activités en cours de l'Office (voir annexe III) seront en principe intégralement financées par les contributions spéciales annoncées par divers donateurs. Pour 1991, elles nécessiteront un montant estimatif de 14,1 millions de dollars, soit 5,0 millions de dollars (26,2 %) de moins qu'en 1990. Cette baisse est due à la réorientation du programme de nutrition et d'alimentation d'appoint en 1991, qui a entraîné la suppression du programme subsidiaire de repas de midi (voir tableau 1, sect. B).

D. Travaux de construction et projets spéciaux

17. En raison des difficultés financières de ces dernières années, l'Office a dû renoncer à plusieurs projets de construction pourtant nécessaires. Il lui faudra trouver en 1991 les ressources requises pour construire des écoles, des dispensaires et d'autres installations, afin d'assurer aux réfugiés de Palestine des services d'une qualité acceptable. S'il est mené à terme, ce programme de construction permettra à l'Office d'exécuter ses programmes plus efficacement et à un moindre coût. En 1990, les dépenses prévues (14,9 millions de dollars) n'ont pu être couvertes qu'en partie, si bien qu'un certain nombre de projets ont dû être reportés en 1991 (voir tableau 1, sect. C). Si l'Office ne trouve pas les fonds requis pour construire ces installations essentielles, il devra louer de nouveaux locaux, ce qui augmentera le montant total de ses dépenses de fonctionnement.

Tableau 1

Budget approuvé de 1990 et projet de budget pour 1991

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1990 Budget approuvé			1991 Projet de budget		
	Ressources en espèces	Apports en nature	Total	Ressources en espèces	Apports en nature	Total
A. FONDS GENERAL						
I. <u>Services d'enseignement</u>						
Enseignement primaire élémentaire	57 188	16	57 204	61 753	16	61 769
Enseignement primaire supérieur	35 357	19	35 376	38 576	26	38 602
Formation professionnelle et technique	6 837	805	7 642	7 665	896	8 561
Autres activités	6 011	799	6 810	5 474	796	6 270
Total I	105 393	1 639	107 032	113 468	1 734	115 202
II. <u>Services de santé</u>						
Nutrition et alimentation d'appoint				2 615		2 615
Services médicaux	23 655	678	24 333	22 248	584	22 832
Assainissement du milieu	6 859	351	7 209	7 338	275	7 613
Total II	30 513	1 029	31 542	32 201	859	33 060
III. <u>Services de secours et services sociaux</u>						
Services de secours	3 984	16 112	20 096	7 846	16 557	24 403
Services sociaux	4 872	1	4 873	1 857	1	1 858
Total III	8 856	16 113	24 969	9 703	16 558	26 261
IV. <u>Services opérationnels</u>						
Approvisionnement et transports	10 091	29	10 120	13 812	994	14 806
Architecture et génie civil	4 735		4 735	5 470		5 470
Unités de production et unités autonomes	123		123			
Total IV	14 949	29	14 978	19 282	994	20 276
V. <u>Services communs</u>						
Direction générale	11 580		11 580	12 994		12 994
Administration	18 175		18 175	18 660		18 660
Total V	29 755		29 755	31 654		31 654
TOTAL, FONDS GENERAL	189 466	18 810	208 276	206 308	20 145	226 453
B. ACTIVITES EN COURS						
Services d'enseignement	4 406	100	4 506	4 452	123	4 575
Services de santé	5 294	8 985	14 279	1 032	8 221	9 254
Services sociaux et de secours	244	2	246	244	1	245
Services opérationnels	14		14			
Services communs	22		22	4		4
TOTAL, ACTIVITES EN COURS	9 980	9 087	19 067	5 733	8 345	14 078
C. TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET PROJETS SPECIAUX						
Services d'enseignement	8 846		8 846	8 114		8 114
Services de santé	2 534		2 534	1 506		1 506
Services sociaux et de secours	1 247		1 247	1 501		1 501
Services opérationnels	556		556	405		405
Services communs	1 788		1 788	2 501		2 501
TOTAL, TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET PROJETS SPECIAUX	14 971		14 971	14 027		14 027
TOTAL GENERAL	214 417	27 897	242 314	226 068	28 490	254 558

E. Dépenses de personnel

18. Comme l'indiquent les parties I et II du tableau 2, les dépenses de personnel constituent une part importante du budget de fonctionnement de l'Office. Elles sont étroitement contrôlées et surveillées tout au long de l'exercice. Les principes ci-après ont été retenus pour établir le budget de 1991 : a) autoriser un accroissement des effectifs affectés aux programmes d'enseignement, de santé et de services sociaux et de secours, afin de faire face aux besoins accrus résultant de l'augmentation du nombre de bénéficiaires; b) augmenter les effectifs dans les programmes de santé et de services sociaux et de secours, en vue d'améliorer la qualité des services fournis aux réfugiés dans le cadre de ces programmes; c) autoriser un renforcement limité des effectifs des services opérationnels et des services communs pour faire face à l'augmentation des besoins en matière d'appui aux programmes. Le tableau d'effectifs de l'Office, présenté au tableau 3, indique les sources de financement (budget ordinaire de l'ONU et fonds extrabudgétaires) ainsi que le nombre total de personnes employées. Les efforts visant à améliorer la productivité du personnel se poursuivent : les programmes de formation ont été étendus à l'ensemble du personnel de l'Office et des améliorations ont été apportées au matériel utilisé ainsi qu'aux utilisations.

19. Lorsque le budget pour 1991 a été examiné, le nombre total de postes locaux était de 18 300. Il est prévu de créer, en 1991, environ 387 postes supplémentaires.

F. Dépenses autres que les dépenses de personnel

20. Il y aura des augmentations de dépenses en 1991 pour l'achat de fournitures, les travaux mineurs de construction et le remplacement du matériel hors d'usage, mais elles seront compensées par la réduction des dépenses prévues pour les services et les dépenses opérationnelles. Les prévisions de dépenses pour 1991 au titre des biens et services s'élèvent à 73,4 millions de dollars, contre 73,1 millions de dollars en 1990.

Tableau 2

Etat récapitulatif des prévisions budgétaires (Fonds général et activités en cours), par objet de dépense et selon l'origine des fonds (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>1990</u> Budget approuvé	<u>1991</u> Budget proposé
<u>Classification par objet de dépense</u>		
I. <u>Dépenses de personnel imputées sur le budget ordinaire</u>		
Postes internationaux	7 803	8 075
II. <u>Dépenses de personnel extrabudgétaires</u>		
Postes internationaux	1 369	1 406
Postes locaux	145 049	157 616
III. <u>Autres dépenses extrabudgétaires</u>		
Services	17 899	17 024
Dépenses opérationnelles	3 348	2 400
Fournitures	14 999	15 865
Construction et matériel	5 453	5 883
Locaux	2 725	2 695
Dons et subventions	3 685	3 689
Remboursements et transferts de ressources provenant des unités de production	(2 884)	(2 612)
Total partiel	199 446	212 041
IV. <u>Fournitures et services en nature</u>	27 897	28 490
Total général	227 343	240 531

Tableau 3

Postes permanents par classe

	Postes permanents imputés sur le budget ordinaire de l'ONU		Postes permanents imputés sur le budget de l'Office		Postes fournis par l'Unesco et l'OMS		Total général	
	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991
Administrateur et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	-	-	1	1
D-2	1	1	1	1	1	1	3	3
D-1	10	10	-	-	1	1	11	11
P-5	16	16	7	7	8	8	31	31
P-4	36	36	6	7	10	10	52	53
P-3	15	15	-	-	-	-	15	15
P-2/1	2	2	6	6	1	1	9	9
Total partiel	82	82	20	21	21	21	123	124
Agents des services généraux								
Autres services	10	10	-	-	-	-	10	10
Total partiel	10	10	-	-	-	-	10	10
Personnel local								
G-18			18	18			18	18
G-17			14	16			14	16
G-16			82	88			82	88
G-15			121	123			121	123
G-14			219	240			219	240
G-13			64	66			64	66
G-12			353	362			353	362
G-11			215	222			215	222
G-10			2 657	2 679			2 657	2 679
G-9			2 113	2 135			2 113	2 135
G-8			5 029	5 140			5 029	5 140
G-7			1 450	1 478			1 450	1 478
G-6			1 333	1 397			1 333	1 397
G-5			723	765			723	765
G-4			286	287			286	287
G-3			192	190			192	190
G-2			452	456			452	456
G-1			2 979	3 025			2 979	3 025
Total partiel	-	-	18 300	18 687	-	-	18 300	18 687
Total général	92	92	18 320	18 708	21	21	18 433	18 821

Note : Environ 36 postes internationaux et 386 postes locaux n'ont pas été inclus dans ce tableau pour 1990. Correspondant à des emplois de courte durée, ces postes sont financés à l'aide de fonds extrabudgétaires recueillis aux fins de la poursuite des opérations d'urgence au Liban, sur la Rive occidentale et à Gaza.

VII. PROGRAMMES

21. En 1991, le programme d'enseignement représentera 50,2 % du montant total du budget, les services de santé 17,3 %, les services sociaux et de secours 11,0 %, les services opérationnels 8,1 % et les services communs 13,4 %. Chacun de ces programmes de fond est décrit ci-après.

A. Enseignement

22. Le programme d'enseignement de l'Office comprend des services d'enseignement primaire (élémentaire et supérieur) et des services de formation professionnelle et technique dispensés dans des centres gérés par l'Office. Un modeste programme de bourses d'études permet d'aider de jeunes étudiants réfugiés qui souhaitent poursuivre des études supérieures dans la zone d'activité de l'Office ou à proximité. Actuellement, dans le cadre du programme d'enseignement général (primaire - élémentaire et supérieur), 364 000 enfants suivent des cours dans 634 écoles de l'Office, qui ont un effectif de 10 630 enseignants. En outre, 9 700 étudiants réfugiés inscrits dans des écoles publiques et privées du Liban reçoivent une aide financière de l'Office. On prévoit que le nombre d'élèves relevant de l'Office augmentera d'environ 6 200 pour l'année scolaire 1991/92, de sorte qu'il faudra recruter 148 nouveaux enseignants à l'automne de 1991.

23. Des services de formation professionnelle et technique sont assurés dans huit centres situés dans la zone d'activité de l'Office, qui peuvent accueillir 5 160 étudiants réfugiés de Palestine. La nature et la teneur des programmes d'études sont constamment remises à jour par l'Office, de manière à donner aux étudiants les meilleures chances de trouver un emploi et de participer au développement de la région. Pour l'année scolaire en cours, l'Office a octroyé 540 bourses d'études universitaires.

24. En établissant le budget de son programme général d'enseignement pour 1991, l'Office a décidé d'appliquer les principes directeurs suivants pendant l'année scolaire 1991/92 :

a) Augmenter, dans l'enseignement primaire (élémentaire et supérieur), le nombre d'instituteurs, de chefs d'établissement et de surveillants de manière à faire face à l'accroissement naturel des effectifs scolaires;

b) Augmenter, dans certains secteurs, le nombre de postes affectés aux services d'appui, en vue d'assurer une utilisation plus efficace des ressources revenant au programme d'enseignement;

c) Renforcer le programme de formation professionnelle moyennant la mise au point et l'introduction de nouveaux programmes d'études et le transfert de ressources précédemment affectées à des programmes d'études qui sont supprimés faute de correspondre encore à la formation dont les étudiants ont besoin pour trouver un emploi.

25. Le coût estimatif du programme d'enseignement en 1991 se chiffre à 127,9 millions de dollars, soit une augmentation de 6,2 %. La diminution concernant le siège s'explique par la réduction de la réserve pour les dépenses de personnel. Le tableau donne la ventilation des dépenses pour l'ensemble de la zone d'activité de l'Office.

Tableau 4

Services d'enseignement

(En milliers de dollars E.-U.)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occidentale	Siège	Total
Dépenses de 1989	30 687	8 813	17 407	32 853	16 639	2 397	108 796
Prévisions de dépenses approuvées pour 1990	32 920	10 756	17 179	29 791	16 018	13 719	120 383
Prévisions de dépenses pour 1991	33 761	10 469	20 796	36 553	18 306	8 006	127 891
Nombre d'élèves							
1990/91	98 620	34 581	57 704	136 939	41 419	-	369 263
1991/92	100 669	35 226	59 069	138 983	41 649	-	375 596
Personnel local des services d'enseignement							
1990	3 077	1 467	1 941	4 380	1 805	64	12 734
1991	3 123	1 483	1 967	4 447	1 823	67	12 910

B. Santé

26. Des soins de santé primaires sont assurés dans le cadre de services de médecine curative et préventive et de programmes de santé maternelle et infantile. Un réseau composé de 104 centres/postes de santé, de deux hôpitaux de l'Office et de 41 dispensaires de soins dentaires dessert environ 2,2 millions de réfugiés de Palestine admis à bénéficier de ces soins. L'Office finance en outre 476 lits d'hôpitaux pour les réfugiés dans des hôpitaux privés et dispense un enseignement sanitaire dans 634 de ses écoles.

27. L'Office assure les services d'assainissement suivants dans 61 camps de réfugiés et de personnes déplacées : approvisionnement en eau potable, enlèvement des ordures, évacuation des eaux usées, drainage des eaux de pluie et lutte contre les insectes et rongeurs vecteurs de maladies.

28. Les buts visés dans le projet de budget pour 1991 sont les suivants : améliorer les services de santé offerts aux réfugiés en réduisant les taux de morbidité et d'invalidité grâce à l'application des stratégies et des méthodes de survie adoptées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour atteindre l'objectif de la santé pour tous d'ici à l'an 2000; accroître la couverture et la qualité des soins de santé dispensés aux mères; mettre en place des programmes multidisciplinaires de dépistage et de traitement des handicaps physiques ainsi que de prévention et de traitement des maladies non transmissibles. Après une analyse de l'efficacité du programme d'alimentation d'appoint, il a été décidé d'en remplacer une partie, à savoir le programme de repas de midi, par une formule différente à compter du 1er janvier 1991. Les ressources en espèces dégagées grâce à la cessation de cette activité serviront à améliorer les programmes de santé, d'enseignement et de services sociaux et de secours. Il n'y aura plus de distribution de repas préparés, mais des aliments continueront d'être distribués sous forme de rations sèches à ceux qui ont bénéficié régulièrement du programme dans le passé. Cette activité sera progressivement supprimée sur une période de trois ans.

29. Le coût estimatif du programme de santé pour 1991 se chiffre à 43,8 millions de dollars, soit une baisse de 9,4 % par rapport à 1990. Cette baisse est due à la réorientation du programme de nutrition et d'alimentation d'appoint, qui a entraîné la suppression du programme subsidiaire de repas de midi, et à la limitation des dépenses d'hospitalisation à 10 % du budget de la santé. La baisse concernant le siège s'explique par la réduction de la réserve pour les dépenses de personnel. Le tableau 5 donne la ventilation des dépenses pour l'ensemble de la zone d'activités de l'Office.

Tableau 5

Services de santé

(En milliers de dollars E.-U.)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occidentale	Siège	Total
Dépenses de 1989	11 978	6 215	7 366	8 955	9 980	1 228	45 722
Prévisions de dépenses approuvées pour 1990	11 428	7 517	6 453	9 068	10 300	3 589	48 355
Prévisions de dépenses pour 1991	11 862	5 576	6 274	8 920	8 596	2 592	43 820
Nombre de bénéficiaires							
1990	432 212	261 898	251 460	845 436	319 761	- 2 110	767
1991	447 339	271 064	260 261	875 016	330 953	- 2 184	643
Personnel local des services de santé							
1990	817	551	425	821	629	14	3 257
1991	834	593	437	869	653	14	3 400

C. Services sociaux et de secours

30. Le principal objectif de la partie du programme qui concerne les services de secours est d'aider les individus et les groupes défavorisés parmi les réfugiés de Palestine, et d'encourager l'auto-assistance. Les personnes particulièrement nécessiteuses reçoivent des subventions en espèces d'un montant limité, des rations alimentaires de base, des couvertures, des vêtements et une aide au logement. Par ailleurs un programme de formation pour adultes permet d'aider les ménages à accroître leur revenu. Environ 7 % des réfugiés enregistrés appartiennent à la catégorie des personnes particulièrement nécessiteuses. Vu les difficultés économiques croissantes que connaît la zone d'activité de l'Office, on prévoit que 7 200 personnes de plus demanderont à bénéficier de ce programme en 1991, ce qui portera le total des bénéficiaires à 161 600. Les vivres et les vêtements leur sont distribués par l'intermédiaire d'un réseau de centres de distribution et d'antennes situés dans les camps. Les distributions de vivres sont mensuelles ou bimensuelles et celles de vêtements ont lieu deux fois par an.

31. La partie du programme relative aux services sociaux repose sur une approche multidisciplinaire du problème des familles défavorisées qui consiste à coordonner l'action des travailleurs sociaux, du personnel infirmier, des enseignants et autres agents des collectivités qui travaillent en contact direct avec la population. Il est prévu de donner aux réfugiés davantage de moyens de subvenir aux besoins de leurs familles grâce à des activités rémunératrices et à une formation spécialisée. Il est également prévu d'aider davantage les femmes réfugiées à jouer leur rôle dans la famille et la collectivité, et de faciliter la réinsertion des handicapés au sein de la collectivité.

32. Le coût estimatif du programme de services sociaux et de secours se chiffre à 28 millions de dollars en 1991, soit une augmentation de 5,8 % par rapport à 1990. Cette augmentation est due à l'accroissement du nombre de personnes particulièrement nécessiteuses et à l'expansion projetée du programme (voir plus haut). Le tableau 6 donne la ventilation des dépenses pour l'ensemble de la zone d'activité de l'Office.

Tableau 6

Services sociaux et de secours

(En milliers de dollars E.-U.)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occidentale	Siège	Total
Dépenses de 1989	8 561	5 545	2 711	4 832	6 106	534	28 289
Prévisions de dépenses approuvées pour 1990	6 956	5 983	2 808	5 132	4 347	1 236	26 462
Prévisions de dépenses pour 1991	7 825	5 938	2 996	5 283	4 752	1 213	28 007
Nombre de bénéficiaires							
Réfugiés bénéficiant des programmes ordinaires							
1990	349 417	260 713	252 816	852 538	324 654	-	2 040 138
1991	362 390	269 778	262 573	888 701	339 625	-	2 123 067
Personnes particulièrement nécessiteuses							
1990	47 615	39 204	13 755	30 450	23 300	-	154 324
1991	50 993	38 851	15 158	29 718	26 855	-	161 575
Personnel local du programme de secours							
1990	198	83	58	122	121	10	594
1991	206	88	60	125	132	10	621

D. Services opérationnels

33. Les trois programmes de fond de l'Office sont étayés par un service d'approvisionnement et de transport et un service d'architecture et de génie civil. Le premier s'occupe des achats et assure le transport de marchandises et de personnes dans toute la zone d'activité. En 1990, 96 500 tonnes de produits de base et 6 500 tonnes de marchandises auront été acheminées par un réseau d'entrepôts centraux et secondaires avant d'être distribués aux bénéficiaires des programmes de l'Office, qui utilise son parc automobile pour le transport des produits de base et des marchandises, l'enlèvement des ordures, l'approvisionnement en eau et les services d'entretien des égouts, ainsi que pour les transports requis par les programmes d'enseignement, de santé et de services sociaux et de secours. Au total, l'Office dispose de 678 véhicules dont l'entretien est assuré par ses mécaniciens. Le coût estimatif des services d'approvisionnement et de transport se chiffre à 14,8 millions de dollars en 1991, soit une augmentation de 39,6 % par rapport à 1990. Cette augmentation est principalement due à l'inscription d'une provision de 3,1 millions de dollars pour l'achat de fournitures destinées à reconstituer les stocks, aux frais portuaires supplémentaires de 0,6 million de dollars en République arabe syrienne et en Israël et à l'augmentation des dépenses de personnel.

34. Le service d'architecture et de génie civil est chargé de l'élaboration des plans de toutes les nouvelles installations et de l'entretien des locaux existants. En 1990, le personnel aura travaillé à la conception de bâtiments représentant une valeur de 12,2 millions de dollars, supervisé des travaux de construction d'une valeur d'environ 34,1 millions de dollars et exécuté un programme d'entretien d'environ 3,3 millions de dollars. Le projet de budget du service est de 5,9 millions de dollars pour 1991, soit une augmentation de 22,9 % par rapport à 1990. Cette augmentation est due à des dépenses supplémentaires prévues pour entretenir les locaux de l'Office et à l'augmentation des dépenses de personnel. Au demeurant, l'augmentation des coûts associés à la construction d'installations nouvelles est, dans la plupart des cas, imputée directement sur le Fonds de construction.

35. L'augmentation de l'effectif des services opérationnels, qui concerne essentiellement des postes de chauffeur, est de 2,7 % par rapport à 1990. Le tableau 7 donne la ventilation du coût de cet appui aux programmes de fond exécutés dans la zone d'activité de l'Office.

Tableau 7

Services opérationnels

(En milliers de dollars E.-U.)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occidentale	Siège	Total
Dépenses de 1989	2 476	1 608	2 039	1 937	2 084	5 688	15 832
Prévisions de dépenses approuvées pour 1990	2 581	1 572	1 902	1 738	3 087	4 668	15 548
Prévisions de dépenses pour 1991	2 943	1 739	3 087	2 606	4 116	6 190	20 681
Personnel local des services opérationnels							
1990	197	181	140	110	140	47	815
1991	206	183	142	110	148	48	837

E. Services communs

36. Les services communs, qui contribuent à l'exécution de tous les programmes de l'Office, relèvent de deux domaines distincts : direction générale et services d'administration. La direction générale comprend le Bureau du Commissaire général et de son adjoint, les bureaux qui dépendent directement d'eux (Bureau du Coordonnateur des opérations, Services des relations extérieures, de l'information, de la vérification interne des comptes, Secrétariat de la Caisse de prévoyance et Service de la planification et de l'évaluation des programmes), le Département des affaires juridiques et les bureaux des directeurs des programmes opérationnels. Les services d'administration assurent le fonctionnement des secteurs suivants : finances, personnel et traitement de l'information.

37. Le projet de budget des services communs s'élève en 1991 à 34,1 millions de dollars, soit, par rapport à 1990, une augmentation de 8,2 % due essentiellement à l'accroissement des dépenses de personnel lié aux variations des taux de change et aux augmentations de salaires. L'augmentation du nombre de postes est de 2,1 % par rapport à 1990. Le tableau 8 donne la ventilation du coût de ces services d'appui dans la zone d'activité de l'Office.

Tableau 8

Services communs

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occidentale	Siège	Total
Dépenses de 1989	1 971	1 788	1 769	2 024	2 831	13 991	24 374
Prévisions de dépenses approuvées pour 1990	2 261	1 935	1 860	2 213	2 476	20 821	31 566
Prévisions de dépenses pour 1991	2 857	1 881	2 009	2 229	3 317	21 866	34 159
Personnel local des services communs							
1990	132	160	108	147	195	158	900
1991	135	167	109	148	203	162	919

38. Le tableau 9 donne la ventilation de l'ensemble du budget.

Tableau 9

Ensemble des services

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Rive occidentale	Siège	Total
Dépenses de 1989	55 673	23 969	31 292	50 601	37 640	23 838	223 013
Prévisions de dépenses approuvées pour 1990	56 146	27 763	30 202	47 942	36 228	44 033	242 314
Prévisions de dépenses pour 1991	59 248	25 603	35 162	55 591	39 087	39 867	254 558
Personnel local							
1990	4 421	2 444	2 672	5 580	2 890	293	18 300
1991	4 504	2 509	2 715	5 699	2 959	301	18 687

VIII. FINANCEMENT DU BUDGET DE 1991

39. Le tableau ci-après donne la ventilation des ressources en espèces et des apports en nature requis pour le budget de 1991.

	<u>Ressources en espèces</u>	<u>Apports en nature</u>	<u>Total</u>
(En millions de dollars des Etats-Unis)			
A. Fonds général	206,3	20,2	226,5
B. Fonds affectés à des activités en cours	5,7	8,4	14,1
C. Fonds affectés à des travaux de construction et à des projets spéciaux	14,0	-	14,0
Total	<u>226,0</u>	<u>28,6</u>	<u>254,6</u>

40. A l'exception du fonds de roulement limité dont il dispose, l'Office n'a pas de réserves dans lesquelles il pourrait puiser pour financer le budget de 1991. Il dépend entièrement, pour le financement de ses programmes en 1991, des contributions que les donateurs lui versent habituellement soit en espèces, soit en nature (dans ce dernier cas, généralement sous la forme de produits de base et de services).

A. Ressources en espèces

41. Pour poursuivre l'exécution de ses programmes d'enseignement, de santé et de services sociaux et de secours en 1991, l'Office aura besoin de 206,3 millions de dollars en espèces à porter au crédit du Fonds général. Pour les fonds spécialement affectés aux activités en cours, on prévoit que les donateurs actuels continueront de verser des contributions qui se chiffreront à 5,7 millions de dollars, soit environ 4,3 millions de dollars de moins qu'en 1990. Outre les ressources en espèces susmentionnées, il faudra 14 millions de dollars pour financer les travaux de construction et les projets spéciaux. Des contributions spéciales seront sollicitées à ces fins.

B. Apports en nature

42. Pour 1991, le montant des apports en nature dont l'Office a besoin est estimé à 28,6 millions de dollars, soit, par rapport à 1990, une augmentation de 0,6 million de dollars. Plusieurs donateurs fournissent régulièrement à l'Office des contributions en nature sous forme de produits de base et de services, et l'on prévoit que ces contributions seront suffisantes en 1991.

Note

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 13 (A/45/13).

ANNEXE I

Aide fournie directement par les gouvernements aux réfugiés
de Palestine a/

(1er juillet 1989-30 juin 1990)

	Egypte	Israël b/	Jordanie	Liban b/	République arabe syrienne
Enseignement	130 000 000		58 211 900		26 104 516
Protection sociale)			2 815 725		1 329 183
) 7 000 000					
Services médicaux)			13 858 531		1 059 155
Logement et)					
services publics)			6 170 310		4 685 580
)					
Services de)					
sécurité) 285 000 000 c/			4 781 421		2 816 491
)					
Services)					
administratifs et)					
autres services)			5 343 048		27 612 830
Total	422 000 000		91 180 935		63 607 755

Note : Tous les chiffres ci-dessus ont été fournis par les gouvernements intéressés et sont exprimés en dollars des Etats-Unis, la conversion étant effectuée aux taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU.

a/ Cette aide a été fournie directement aux réfugiés, en sus des contributions versées à l'Office (voir annexe II).

b/ Chiffres non reçus.

c/ Il s'agit du logement et des services publics, des services de sécurité et des services administratifs et autres.

ANNEKE II

Contributions annoncées ou estimées sur la base des contributions antérieures au 30 septembre 1990 pour le budget ordinaire de 1990 (Fonds général, activités en cours, travaux de construction et projets spéciaux)

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Ressources en espèces	Apports en nature	Total
I. Contributions de gouvernements			
Allemagne, République fédérale d' a/	7 280 873	-	7 280 873
Arabie saoudite	1 200 000	-	1 200 000
Australie	2 181 460	-	2 181 460
Autriche	239 883	-	239 883
Bahreïn	15 000	-	15 000
Barbade	1 000	-	1 000
Belgique	595 611	-	595 611
Brésil	10 000	-	10 000
Brunéi Darussalam	10 000	-	10 000
Cameroun	4 000	-	4 000
Canada	8 407 080	-	8 407 080
Chili	5 000	-	5 000
Chine	50 000	-	50 000
Chypre	2 494	-	2 494
Colombie	2 077	-	2 077
Danemark	5 011 401	-	5 011 401
Egypte	3 690	-	3 690
Espagne	2 362 373	-	2 362 373
Etats-Unis d'Amérique	57 000 000	-	57 000 000
Finlande	4 096 701	-	4 096 701
France	1 889 286	2 000	1 891 286
Grèce	80 000	-	80 000
Inde	13 006	-	13 006
Indonésie	8 000	-	8 000
Iran (République islamique d')	30 000	-	30 000
Irlande	117 038	-	117 038
Islande	8 185	-	8 185
Israël	-	68 900	68 900
Italie	14 183 620	-	14 183 620
Jamahiriya arabe libyenne	1 000 000	-	1 000 000
Jamaïque	3 000	-	3 000
Japon	10 129 539	4 879 000	15 008 539
Jordanie	-	363 314	363 314

Donateur	Ressources en espèces	Apports en nature	Total
Koweït	1 000 000	-	1 000 000
Liban	-	542	542
Luxembourg	40 698	-	40 698
Malaisie	10 000	-	10 000
Maldives	1 000	-	1 000
Malte	1 000	-	1 000
Maurice	1 000	-	1 000
Mexique	2 127	-	2 127
Monaco	4 021	-	4 021
Myanmar	1 000	-	1 000
Norvège	10 046 565	-	10 046 565
Nouvelle-Zélande	122 380	-	122 380
Oman	4 000	-	4 000
Pakistan	16 242	-	16 242
Pays-Bas	3 266 706	-	3 266 706
Philippines	2 000	-	2 000
Portugal	25 000	-	25 000
Qatar	100 000	-	100 000
République arabe syrienne	-	26 442	26 442
République de Corée	10 000	-	10 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	9 274 135	-	9 274 135
Saint-Siège	20 000	-	20 000
Sénégal	2 000	-	2 000
Singapour	3 000	-	3 000
Sri Lanka	-	2 000	2 000
Suède	15 686 248	-	15 686 248
Suisse	2 541 093	4 460 004	7 009 177
Thaïlande	12 973	-	12 973
Tunisie	10 200	-	10 200
Turquie	35 000	-	35 000
Venezuela	10 000	-	10 000
Total partiel	158 188 705	9 810 282	167 998 987

II. Contributions d'organisations intergouvernementales

Communauté européenne	35 119 872	20 681 523	55 801 395
Total partiel	35 119 872	20 681 523	55 801 395

Donateur	Ressources en espèces	Apports en nature	Total
III. Contributions de l'ONU et des institutions spécialisées			
ONU (budget ordinaire)	7 800 000	-	7 800 000
Unesco	-	1 349 665	1 349 665
UNICEF	8 000	173 623	181 623
PNUD	39 300	-	39 300
OMS	35 000	609 660	644 660
Total partiel	7 882 300	2 132 948	10 015 248
IV. Dons de sources non gouvernementales et autres			
American Near East Refugee Aid (ANERA)	-	6 353	6 353
Arabian American Oil Company (ARAMCO), Arabie saoudite	220 000	-	220 000
Australian Care for Refugees (Austcare)	49 623	-	49 623
Co-operation for Development (Royaume-Uni)	46 874	-	46 874
Autorités de Gaza	-	89 509	89 509
Mennonite Central Committee	10 448	-	10 448
Conseil des Eglises du Proche-Orient	32 555	-	32 555
Conseil norvégien pour les réfugiés	91 805	-	91 805
Mission pontificale pour la Palestine	80 000	-	80 000
Prodonta (Suisse)	-	146 305	146 305
Croissant-Rouge (Koweït)	-	66 404	66 404
Croix-Rouge (République démocratique allemande) a/	-	15 060	15 060
Rissho Kosei-Kai	89 310	-	89 310
Fédération suédoise de protection de l'enfance (Rädda Barnen)	179 604	-	179 604
Swiss German Aid	10 000	-	10 000
Donateurs divers	1 004 972	15 698	1 020 670
Total partiel	1 815 191	339 329	2 154 520
Total	203 006 068	32 964 082	235 970 150

a/ Avec effet au 3 octobre 1990, la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande se sont unies pour former un seul Etat souverain, désigné sous le nom d'"Allemagne".

ANNEXE III

Projets en cours entièrement financés par des donateurs en 1991

Titre	En milliers de dollars des Etats-Unis
1. Alimentation d'appoint, programme financé par la CEE	9 017
2. Equipe sanitaire mobile (Gaza), financée par Rädä Barnen (Suède)	244
3. Centre pour les aveugles (Gaza), financé par la Mission pontificale et d'autres donateurs	245
4. Bourses universitaires, financées par l'ARAMCO	69
5. Centres de formation de Ramallah (pour hommes et femmes), financés par le Gouvernement danois	2 420
6. Equipe dentaire mobile (Jordanie), financée par le Conseil des Eglises du Proche-Orient	13
7. Service dentaire de la polyclinique d'Amman (Jordanie), financé par le Conseil des Eglises du Proche-Orient	15
8. Centre de formation professionnelle de Gaza, financé par le Gouvernement italien	1 951
9. Hôpital de Qalqilia (Rive occidentale)	104
	14 078
